

PROCES-VERBAL

de la séance du Conseil Municipal de la ville de FAULQUEMONT du 28 SEPTEMBRE 2015

ORDRE DU JOUR

1. **ADMINISTRATION GENERALE** : Schéma de mutualisation du District Urbain de FAULQUEMONT
2. **ADMINISTRATION GENERALE** : Contrat de concession pour la distribution publique de gaz naturel avec GrDF
3. **ADMINISTRATION GENERALE** : Réalisation d'un contrat de prêt de 76 500 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le préfinancement des attributions du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)
4. **TRAVAUX** : Construction de locaux périscolaires
5. **URBANISME** : Prescription de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme
6. **PATRIMOINE** : Mise en vente de deux terrains au lotissement La Colline
7. **PATRIMOINE** : Location locaux 36, rue de la Gare au District Urbain de FAULQUEMONT
8. **PATRIMOINE** : Acquisition de parcelles au lieu dit Vor Eichholz
9. **PATRIMOINE** : Vente maison 8, rue de la Gare
10. **PATRIMOINE** : Vente de l'ancienne gendarmerie
11. **SUBVENTIONS** : Subvention aux sports de compétition
12. **SUBVENTIONS** : Attribution d'une subvention exceptionnelle pour l'achat de tapis « puzzle » au club de Boxe Française
13. **SUBVENTIONS** : Attribution des subventions aux associations culturelles
14. **SUBVENTIONS** : Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Les Mots Zélés
15. **PERSONNEL** : Avancement de grade
16. **SOCIAL** : Accessibilité des bâtiments communaux – Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)
17. **ANIMATION JEUNESSE** : Contrat Enfance Jeunesse Avenant
18. **FORETS COMMUNALES** : Programme de travaux sylvicoles

POINT 4 – TRAVAUX : Construction de locaux périscolaires

Rapporteur : M. BIANCHIN

La commune souhaite se doter d'une structure permettant de regrouper en un seul lieu toutes les actions menées en direction de la jeunesse de 3 à 12 ans, durant et hors temps scolaire.

Le bâtiment projeté jouxte l'école élémentaire du Stade. Il permettra d'accueillir 80 enfants durant les activités périscolaires de la journée : matin, midi (y compris la cantine pour les enfants de maternelles) et soir, ainsi que pour les activités de loisirs sans hébergement.

La qualité des prestations proposées sera sensiblement améliorée avec notamment l'augmentation des capacités d'accueil et la réduction du nombre de trajet en bus pour les enfants de maternelle au moment du temps de restauration.

Enfin ce lieu unique facilement identifiable améliorera la lisibilité du dispositif pour les parents.

Ce projet d'un coût de 611 800 € HT qui vous est présenté au stade d'avant-projet sommaire (APS) en annexe peut bénéficier d'un subventionnement maximal de la Caisse d'Allocation Familiale de la Moselle à hauteur de 180 000 €.

Je vous propose donc :

1. de **SOLLICITER** une subvention de 180 000 € de la Caisse d'Allocation Familiale pour la construction de ces locaux périscolaires ;
2. d'**AUTORISER** le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

-O-

DISCUSSION

M. BOURNINE demande si la partie football prévue dans le projet initial disparaît.

M. le Maire explique qu'elle sera faite à part.

M. BONNET demande des explications à ce propos.

M. le Maire répond qu'elle ne sera pas dans le même bâtiment.

M. BONNET constate que le projet 5 en 1 est devenu un projet 2 en 1. Il n'y a plus que 80 places contre 150 qui étaient promises durant la campagne électorale. Il note également que c'est la deuxième fois que les vestiaires et le club house promis depuis 2008 sont supprimés.

M. le Maire répond que la délibération de ce jour ne concerne que le périscolaire et que le football est un autre dossier.

Les subventions du Conseil Départemental devraient se limiter à 300 000 € pour la totalité de la mandature, le projet est donc revu à la baisse. Les enfants d'élémentaire continueront de manger au collège Pasteur et les enfants de maternelle utiliseront le nouvel équipement.

M. BOURNINE regrette qu'il n'ait pas été prévu de réaliser un préau permettant une jonction entre l'école maternelle et ce projet.

M. BIANCHIN répond que la maternelle est en contrebas par rapport à la cour de l'école élémentaire qui doit accueillir ce nouvel équipement. Il est impossible de réaliser un tel préau.

M. BLANCHARD demande à M. BOURNINE s'il veut parler d'un préau ou d'un passage couvert.

M. BOURNINE explique que de nombreux parents d'enfants de maternelle attendent leurs enfants sous la pluie. De même quand il pleut les enfants restent à l'intérieur durant les activités périscolaires.

M. le Maire rappelle qu'en regardant le plan de masse on voit bien qu'il est impossible de réaliser un tel préau. Un des deux abris situés devant l'école élémentaire a été remplacé récemment suite à un sinistre. Le jour où la commune remplacera le second elle pourra installer l'actuel abri devant la maternelle.

DECISION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **ADOpte** par 23 voix pour et 2 contre (BONNET*) les propositions du rapporteur.

Pourquoi avons-nous voté CONTRE : On a la preuve que les promesses de campagne du maire n'ont servi qu'à se faire réélire.

POINT 11 – SUBVENTIONS : Subvention aux sports de compétition

Rapporteur : Mme LECLERE

Par délibération en date du 16 février 2015 un acompte a déjà été versé aux associations pratiquant un sport de compétition.

Le solde à verser à chacun des sports de compétition se répartit donc comme suit :

ESCF St Vincent	3 470 €
Basket Créhange-Faulquemont	1 110 €
ESCF Tennis de Table	1 695 €
Judo club Faulquemont-Créhange	885 €
Boxe Française Savate Faulquemont-Créhange	485 €
La Quille Sportive	490 €
AGCF (Gym)	1 075 €
ABCF (Badminton)	120 €
Pétanque "La Fanny"	305 €
ESCF Athlétisme	1 560 €
L'Arc Faulquinois (Tir à l'Arc)	230 €
La Bourrasque (Ultimate)	115 €
<u>TOTAL</u>	11 540 €

Je vous propose **d'ADOPTER** l'attribution des subventions aux associations sportives qui vous est soumise et qui a fait l'objet d'un examen en Commission Sports et Vie Associative de la ville le 16 septembre dernier.

-0-

DISCUSSION

Mme LECLERE précise que le club Body Force n'a pas déposé de demande de subvention suite à la réalisation des travaux d'extension de la salle de culturisme. L'Ufolep escrime n'a pas fait de demande non plus et le Twirling Club n'a pas encore une année d'existence et ne peut donc pas encore prétendre à une subvention.

MM. MILAZZO, BLANCHARD ne prennent pas part au vote

DECISION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **ADOpte** par 20 voix pour et 2 abstentions (BONNET*) la proposition du rapporteur.

Pourquoi nous sommes-nous ABSTENUS : En matière de subventions, les associations ne sont pas traitées équitablement. Les membres des commissions sont incapables de justifier leur mode de calcul malgré nos nombreuses demandes.

POINT 13 – SUBVENTIONS : Attribution des subventions aux associations culturelles

Rapporteur : Mme MUHAR

Vous trouverez en annexe les demandes de subvention enregistrées dans le domaine culturel.

Sur ce document figurent les propositions de votre commission « Affaires Culturelles et Scolaires » qui s'est réunie le 25 août dernier pour examiner les dossiers.

-o-

M. BOURNINE ne prend pas part au vote.

DECISION

*Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **ADOpte** par 22 voix et 2 abstentions (BONNET*) les propositions du rapporteur.*

Pourquoi nous sommes-nous ABSTENUS : En matière de subventions, les associations ne sont pas traitées équitablement. Les membres des commissions sont incapables de justifier leur mode de calcul malgré nos nombreuses demandes.

POINT 14 – SUBVENTIONS : Attribution d’une subvention exceptionnelle à l’association Les Mots Zélés

Rapporteur : Mme MUHAR

L’association « Les Mots Zélés » a effectué une demande de subvention exceptionnelle pour l’achat de matériel lumière indispensable aux activités de l’association.

Le coût total du matériel se monte à 2 236,10 € et la Région Lorraine a également été sollicitée à hauteur de 1 100 €.

La commission « Affaires scolaires et culturelles » réunie le 25 août dernier, propose de verser une subvention de 550 € pour l’achat de ce matériel.

Je vous propose de suivre l’avis de votre commission « Affaires scolaires et culturelles » et de **VERSER** à l’association la subvention de 550 €.

-O-

DISCUSSION

M. BONNET explique que « Ce matériel existe déjà dans les locaux communaux de l’autre association de théâtre Le Singe Blanc. Alors que vous avez exigé des faulquinois de participer à l’effort en augmentant les impôts locaux, il serait indécent que ces deux associations aux mêmes buts n’utilisent pas, par mesures d’économies, les mêmes locaux. D’autant plus que le Singe Blanc bénéficie d’une subvention annuelle de 15 200 €, à laquelle s’ajoute des aides indirectes comme le loyer gratuit 3 743 €, des charges estimées à quelques 5 000 €, jusqu’à la prise en charge de frais divers d’hôtellerie et de restaurant pour plus de 6 000 €, soit un total d’environ 30 000 € pris sur le budget faulquinois. Et puisque j’ai évoqué votre indécence à exiger des faulquinois de participer à l’effort, je constate qu’aucun élu ici présent n’a proposé la diminution de leurs indemnités mensuelles. Moralité : L’effort c’est pour les autres. »

M. BOURNINE ne prend pas part au vote.

DECISION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **ADOpte** par 22 voix pour et 2 contre (BONNET*) la proposition du rapporteur.

Pourquoi avons-nous voté CONTRE : Rien à ajouter à ce que j’ai déclaré lors du débat.

* **Informations et questions orales**

- **M. le Maire** souhaite apporter des précisions concernant les équipements mis à disposition des associations caritatives, sportives et culturelles. Il ne leur est demandé aucune participation pour l'hébergement, le chauffage ou les autres charges.
- **M. BONNET** tient à préciser également qu'il ne remet pas en question l'usage collectif d'équipements comme les gymnases utilisés par diverses associations. Il ne demande pas à ce que ces associations paient pour utiliser l'équipement. Les propos de son intervention concernent les équipements spécifiques comme le local théâtre du Singe Blanc. Il trouve anormal que deux associations pratiquant la même activité : du théâtre ne puissent pas utiliser le même local spécifique.
M. le Maire estime que les activités proposées par ces deux associations ne sont pas les mêmes : une propose du théâtre professionnel et l'autre du théâtre amateur.
Mme MUHAR précise que le Singe Blanc propose du théâtre et de la programmation.

Un débat s'instaure entre les élus.

M. BOURNINE explique que son courrier à la commune a été rédigé dans l'émoi des images du corps d'Aylan KURDI rejeté par la mer. Il estimait également que la mairie : maison du peuple avec l'idée de fraternité qu'elle dégage avait son rôle à jouer dans la situation que vivent ces réfugiés.

La question des réfugiés est souvent présentée sous un angle négatif. M. BOURNINE rappelle que tous les migrants, quelles que soient les époques ont amené un plus là où ils sont arrivés.

Il juge que cette image est tronquée par la situation de crise. Deux choses s'opposent : le cœur et la raison. Le cœur qui voudrait que l'on accueille ces gens touchés par la guerre. La raison fait que la situation financière de la France et de l'Europe, le chômage nous retiennent et empêchent de voir la réalité en face : aujourd'hui des personnes sont sous le coup d'une menace portant atteinte à leur intégrité, à leur vie.

La France est historiquement un pays de solidarité et de partage. 600 maires se sont manifestés à Paris à la maison de la Chimie pour accueillir des familles. Une ou plusieurs familles accueillies peuvent par exemple conforter les effectifs des classes d'une commune.

M. le Maire rappelle que la commune a choisi de faire appel à la solidarité des faulquinois.

Il précise également qu'en termes de logements, Faulquemont est classé en catégorie C, catégorie qui n'est pas prioritaire pour la construction de logements sociaux et qui ne permet pas de bénéficier des avantages de la loi PINEL pour la défiscalisation de nouveaux logements.

Une démarche a été faite auprès du Préfet pour modifier ce zonage.

M. BONNET fait une déclaration :

« Dans un premier temps, j'opposerai un démenti au courrier de monsieur BIANCHIN adressé à monsieur BOURNINE notamment la partie indiquant « *que l'offre locative de logements sociaux était réduite à Faulquemont* ». Pour avoir participé à la distribution d'un périodique, nous avons recensé plus de 70 logements disponibles dans les HLM de la commune si on se réfère au nombre de boîtes aux lettres pleines de publicité.

Ma remarque suivante est une question que je pose à monsieur BOURNINE. Dans une commune, évoquant comme vous dans votre courrier le cas des réfugiés, un maire a fait référence aux nombreux lorrains partis se réfugier en Charentes et ailleurs durant la dernière guerre. Ce maire oubliait de dire, que le conflit terminé, ces réfugiés sont revenus en Lorraine, une Lorraine dévastée et pillée qu'ils ont dû reconstruire.

Loin de contester l'aide que nous devons apporter aux réfugiés, mais alors que cet afflux de réfugiés fait aujourd'hui davantage prendre conscience qu'en France nous avons des SDF, des sans-abris, des personnes qui même quand elles travaillent n'ont plus la possibilité d'hébergement, ma question est simple : « *jusqu'à quand ? Pouvez-vous nous assurer qu'une fois le conflit, cause de leur fuite, terminé, ces réfugiés regagneront leur pays d'origine ?* ». »

M. BOURNINE répond qu'il espère qu'ils ne repartiront pas. Il considère que les personnes sont une richesse pour l'humanité. Il estime que c'est aux intéressés d'en décider.

Les familles qui fuient actuellement leur pays paient entre 6000 et 7 000 € : on ne peut pas comparer cette situation à de l'immigration économique. Si ces familles pouvaient rester chez elles, elles le feraient.

M. BOURNINE estime que l'on mélange la notion d'immigration économique, comme celle voulue en France par le Général De Gaulle après la seconde guerre mondiale pour reconstruire notre pays dévasté par 5 ans de conflits, avec la notion de réfugiés.

M. BONNET souhaite recentrer le débat sur l'accueil des réfugiés.

M. BOURNINE répond à M. BONNET que c'est ce dernier qui a posé la question des SDF. S'il souhaite se mobiliser pour les SDF personne ne va l'empêcher de le faire mais ce n'est pas le même problème. Là il s'agit de savoir si des personnes qui traversent une mer dans des conditions immondes au péril de leur vie le font parce qu'ils aiment la mer.

M. BONNET demande à M. BOURNINE s'il a bien entendu sa question qui était : « Pouvez-vous nous assurer que ces réfugiés regagneront leur pays » et rappelle que c'est le conflit qui fait fuir les réfugiés.

M. BLANCHARD demande à M. BONNET sa réponse personnelle à sa propre question : « Les réfugiés peuvent-ils rester ou doivent-ils partir ? »

M. BONNET estime que la réponse est dans la question.

M. BLANCHARD ne comprend pas la réponse de M. BONNET. Le « Oui » de M. BOURNINE était par contre très clair.

M. BONNET rappelle que l'on parle de réfugiés. Il fait le parallèle avec les lorrains partis en Charente et revenus en Lorraine.

Il concède qu'il faut accueillir les réfugiés mais suggère qu'ils retournent ensuite dans leur pays une fois le conflit terminé afin de le reconstruire, comme les lorrains partis en Charente et revenus en Lorraine l'ont fait.

M. BOURNINE estime que certains repartiront dans leur pays et d'autres pas.

M. BONNET juge que peu de lorrains sont restés en Charente

M. le Maire confirme qu'il y en a qui sont restés et ont même épousé des charentaises. Il revient sur les 70 logements libres annoncés par M. BONNET et rappelle que les bailleurs sociaux ont recensé 12 logement vacants. Les autres sont des logements privés. C'est pour cela que la commune a lancé un appel aux propriétaires privés afin qu'ils se manifestent en cas de logement vacants.

M. BONNET répond qu'il n'a pas parlé de logements sociaux mais de HLM.

M. BIANCHIN précise que HLM signifie habitation à loyer modéré.

M. BLANCHARD confirme que les HLM sont bien des logements sociaux.

M. BONNET maintient qu'il a recensé 70 logements libres avec des boîtes aux lettres pleines.

➤ **M. BONNET** effectue une nouvelle déclaration :

« Lors du précédent conseil, vous avez informé les élus que le directeur des services techniques de la ville avait été mis à la disposition de la commune de LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD depuis le 1^{er} juin 2015 pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, à hauteur de 8/35^{ème}.

Or je rappelle que lors du conseil de juin 2014, un point à l'ordre du jour concernait la création d'un poste de secrétaire aux services techniques, et là je reprends vos propos pour justifier ce poste : *« ce poste fait suite à une demande du Directeur des Services Techniques, qui assure la maîtrise d'œuvre des principales opérations de la ville, ce qui engendre des tâches administratives lourdes qu'il supporte seul actuellement. »*. On peut donc s'étonner de cette décision, décision que vous avez prise seul, puisque ce point figurait dans les points divers en conséquence pas soumis à l'approbation du conseil municipal. Je pense que le *Directeur des Services Techniques* de la ville de Faulquemont a autre chose à faire que de s'occuper, entre autres, du projet d'un terrain de foot synthétique de Longeville. Ce prêt de personnel s'il a étonné plusieurs faulquinois, n'a pas manqué non plus de surprendre des habitants de Longeville. »

M. le Maire invite M. BONNET à donner cette déclaration au maire de Longeville.

Il rappelle que la commune de Faulquemont doit faire face à une baisse de ses dotations de l'Etat de 30 % qui l'oblige à ne quasiment plus investir et à faire des économies.

Cette réduction des investissements permet de mettre M. HÖGG à disposition de la commune de Longeville pour une durée d'un an éventuellement renouvelable. Un point sera effectué après la première année.

Cette mise à disposition permet à la commune d'effectuer une économie de 10 à 15 000 €/an.

M. BONNET estime que l'assemblée municipale manque de mémoire. Il y a quelques mois on a mis une secrétaire à disposition du Directeur des Services Techniques parce qu'il était débordé. Il semble qu'aujourd'hui il ne le soit plus.

M. BIANCHIN constate que M. BONNET a une bonne mémoire pour les conflits.

Ce dernier lui répond qu'il a une bonne mémoire pour tout.

Plus personne ne souhaitant prendre la parole M. le Maire lève la séance à 20h20.

Pierre SERAVALLE